L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 18 AOUT 1894.

OFFICIEL.

Assemblée Générale

—DE—

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session Régulière de 1894.

No 107] RESOLUTION CONCURRENTE DE LA CHAMBRE.

Attendu que le Bayou Terrebonne, dans le sud de la Louisiane, en son cours de Thibodeaux au Golfe du Mexique, traverse la plus belle région sucrière et rizière de l'Amérique, et est un déboucké naturel d'une partie du pays vaste, riche et productive qui attire de tous les points de l'Union des immigrants nombreux et intelligents;

Attendu que ledit Bayou, dans son cours au Golfe était anciennement obstrué à son embouchure d'un sédiment provenant du Bayou La Fourche, qui détruit la navigation à l'entrée dudit Bayou, l'obstruction n'étant qu'à 15 milles reliant les villes de Houma et de Thibodeaux;

Il est résolu par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que nos Sénateurs et nos Représentants au Congrès soient requis de demander au Congrès le passage d'une loi faisant une allocation de $25.000.00 destinée à l'enlèvement de ladite obstruction et au draggage dudit Bayou. Il est résolu, etc., que le Gouverneur soit requis de transmettre une copie de ces résolutions à chacun de nos Sénateurs et Représentants au Congrès.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 7 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 108 RESOLUTION CONCURRENTE

Résolu, par la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, que le Gouverneur de l'Etat soit autorisé à nommer une Commission de Dames, demeurant dans la Capitale de l'Etat, chargées de l'amélioration et de l'embellissement des terrains du Capitol sous leur direction.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 7 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 109] LOI

Amendant et décrétant à nouveau la section 6me de la loi No 99, approuvée le 10 avril 1880, intitulée " Loi réglementant le système de pilotage dans les ports de l'Etat; définissant les qualifications des pilotes et les devoirs de la Commission d'examinateurs; et pourvoyant à la nomination des pilotes de la façon dont est amendée et décrétée à nouveau la loi No 130, approuvée le 10 juillet 1890, intitulée: Loi amendant et décrétant à nouveau la section 6me de la loi No 99, approuvée le 10 avril 1880, intitulée: Loi réglementant le système de pilotage dans les ports de l'Etat; définissant les qualifications des pilotes et les devoirs de la Commission d'Examinateurs; pourvoyant à la nomination des pilotes, telle qu'elle est amendée et décrétée à nouveau par la loi No 130, approuvée le 10 juillet 1890, intitulée: Loi amendant et décrétant à nouveau la section 6me de la loi No 99, approuvée le 10 avril 1880, intitulée: Loi réglementant le système de pilotage dans les ports de l'Etat; définissant les devoirs de la Commission des Examinateurs des pilotes est amendée et décrétée à nouveau dans le langage suivant:

Section 6me.—Il est de plus décrété, etc, que le Gouverneur nommera une Commission de trois Examinateurs qui seront des hommes d'une expérience pratique. Ils seront nommés pour quatre ans et resteront en place jusqu'à ce que leurs successeurs soient choisis et aient qualifié. Ledite Examinateurs rempliront leur mandat sans compensation. Ils recommanderont au Gouverneur pour qu'il les nomme une ou plusieurs personnes qu'ils croiront compétentes à remplir les fonctions de pilotes pour la Barre de Calcasieu, la Passe et la Rivière, mais on ne pourra imposer de force ces fonctions à personne. Quand des pilotes seront établis par la Commission des Examinateurs, et publiés pendant trente jours dans n'importe quel journal des paroisses Calcasieu ou Cameron, ils seront en vigueur, auront plein effet et seront imposés à tous les pilotes et à tous les capitaines de navires faisant service dans lesdites eaux. Toutes les dispositions de cette loi et toutes les règles de la Commission des Examinateurs seront mises en vigueur par n'importe quelle cour de juridiction compétente dans les paroisses Calcasieu ou Cameron.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 7 juillet 1894
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 110.] LOI

Créant un District de Levées qui sera connu sous le nom de District de Levées de l'Ile aux Chats; définissant et indiquant la propriété sujette à la taxe, à l'assessement local et à la contribution; pourvoyant à la nomination des Commissaires, leurs qualifications, le mode de les destituer et de les remplacer; fixant les salaires de ces Commissaires et des officiers; constituant les dits Commissaires en Bureau des Levées sous l'appellation de District de Levées de l'Ile aux Chats; faisant du dit Bureau un corps constitué revêtu des pouvoirs d'incorporation et ayant un sceau de corporation; fixant le mode de l'époque et le lieu de ses réunions; désignant un nombre de membres qui formera un quorum pour l'exposition des affaires; pourvoyant à l'organisation et à la gouverne dudit Bureau; définissant les devoirs et les pouvoirs, et imposant certaines restrictions: réglementant les procédures légales qui pourront être instituées par et contre ledit Bureau; et désignant son domicile; requérant qu'un régistre de ses agissements soit gardé, et qu'une copie en soit publiée; pourvoyant à un mode de certifier les copies dudit registre, et établissant leur "admissibilité" et leur poids comme preuve; exigeant que ledit Bureau ait des règles et réglements pour la construction et le maintien des levées, et établissant un système compréhensible de levées dans les limites dudit district; preservivant les devoirs de l'ingénieur d'Etat à l'égard dudit Bureau; pourvoyant à une source de revenus pour les objets de levées; autorisant l'imposition d'une contribution forcée ou d'un assessement spécial sur le coton, le sucre, le riz, le sirop, les mélasses, les cosmetibles, produits sur les terres sujettes à la taxe, en vertu des dispositions de cette loi; requérant l'imposition d'une taxe de dix mills sur toute propriété sujette à la taxe, et prescrivant les devoirs des assesseurs, des collecteurs de taxes, de l'Auditeur et du Trésorier d'Etat à cet égard; autorisant le Bureau, dans certaines circonstances, à lever un assessement spécial ou une contribution sur des terres et des chemins de fer dans ledit district, et pourvoyant à un pouvoir; autorisant le Bureau à émettre et à négocier ses bons; pourvoyant au mode de les mettre, de les garantir et de les payer, et à en fixer le paiement en cas de défaut; autorisant le Bureau à acheter, à vendre, à consiurer des contrats pour la construction, la réparation, et le maintien des levées, et pour payer ces travaux en bons ou autrement; fixant la proportion du fonds général des ingénieurs qui sera allouée audit district et prescrivant les devoirs du Bureau des Ingénieurs à cet égard; pourvoyant aux soins et à la surveillance des levées par la police, et autorisant le Bureau à nommer des inspecteurs et des gardiens, et dans certains cas d'appeler les personnes qui travaillent sur les chemins pour venir travailler aux levées; pourvoyant à la compensation de ces personnes à des pénalités pour la négligence de ces personnes de servir; pourvoyant au mode de déposer, de garder et de distribuer tous les fonds du Bureau; spécifiant par qui et de quelle façon les mandats seront tirés contre ledit fonds; définissant la mauvaise disposition des fonds et de la propriété du Bureau par le président, un commissaire ou un officier, et pourvoyant à une pénalité à cet égard, et abrogeant toutes les lois contraires à celle-ci.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la partie de la paroisse Ouest Félisiana connue sous le nom de "Ile aux Chats", comme étant le territoire comprise la Rivière Mississipi entre le cours d'eau du Bayou Sara et une ligne s'étendant le long de la base des collines du cours d'eau du Bayou Sara à l'attérissage Ratcheliff, sur la rivière Mississippi, sera comprise dans les limites du district de levées, qui sera connu sous le nom de "District de levées de l'Ile aux Chats," et toutes terres et propriété de toute description quelconque sur lesdites terres seront sujettes à la taxe, à l'assessement local ou à la contribution forcée, dans le but de recueillir des fonds pour l'entretien des levées dudit district et protéger contre l'inondation les terres qui s'y trouvent.

Sec. 2 —Il est de plus décrété, etc., que le gouverneur nomera du nombre des électeurs qualifiés dudit district cinq personnes qui serviront comme commissaires de levées pour ledit district; lesdits Commissaires seront en place pendant quatre ans et jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et aient qualifié. Ils constitueront une Commission intitulée "Bureau des Commissaires du District des Levées de l'Ile aux Chats": il surveillera à l'emplacement, à l'érection, aux réparations et à l'entretien des levées dudit district.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., que lesdits Commissaires se réuniront et tiendront leur première séance à Bayou Sara, le quatrième jour du mois d'août 1894; une majorité desdits Commissaires constituera un quorum pour l'expédition des affaires. Ils s'organiseront en éliront un des leurs, président, et nommeront un secrétaire dont ils feront le traitement. Ils choisiront la date et désigneront le lieu où se tiendront leurs réunions régulières. Ils pourront être convoqués à n'importe quel moment par le président, ou à la demande de deux d'entre eux. En cas de mort ou de démission du président, le secrétaire réunira les Commissaires dans le but de remplir la vacance. Au cas où le président serait absent, incapable ou contesterait d'agir le Bureau nommera "tobs tmar" quelqu'un de ses membres qui remplirait tous les devoirs du président. S'il arrivait que l'un quelconque des Commissaires négligeât ses devoirs ou omit, sans une raison valable, d'assister à trois séances régulières successives, il incombera au Gouverneur, à la requête du Bureau, de destituer ce Commissaire et de lui nommer un successeur. Les Commissaires recevront le salaire de cinq dollars par jour, chacun, tant qu'ils feront un service actuel pour le Bureau; il leur sera payé leurs frais de voyage, à prendre de fonds de district des levées, contre des mandats du président, attestés par le secrétaire; et un semblable salaire sera payé au président et aux autres commissaires pour chaque jour de service dans la surveillance de l'emplacement, de la construction et de la réparation des levées, ainsique peut y pourvoir le dit Bureau.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc. que ledit bureau adoptera des réglements pour sa propre gouverne, et pour celle de ses employés; il adoptera des règles et réglements d'un système compréhensible de levées; gardera un registre où elle entrera les procès-verbaux qui seront publiés après chaque réunion dans un journal de son choix. Il sera du devoir du Bureau, à chaque séance régulière, d'examiner tous les comptes ou toutes les opérations du Bureau, et de décider quels travaux devront être entrepris; pourvu qu'il soit démontré que tous ces travaux seront adjugés, au moyen de soumissions cachetées, au plus bas offrant; le Bureau se réservant le droit de rejeter toutes les soumissions. En cas d'urgence, et quand ce sera évidemment à l'avantage dudit district, le Bureau aura le droit de faire de ses agissements se